

L'Afrique, continent le plus pauvre et le plus vulnérable au monde, avec des défis persistants en matière de développement, de paix et de sécurité, est une priorité stratégique pour l'ONU, en particulier depuis 2013 lors d'une déclaration du Secrétaire Général aux dirigeants africains. L'ONU et l'Union Africaine ont signé des cadres communs pour la paix et la sécurité, ainsi que pour la mise en œuvre cohérente du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 pour le développement. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA) renforce la coordination et la collaboration entre les Nations Unies et l'Afrique.

De nombreuses ONG y travaillent, aussi par le biais de leurs succursales. D'autres ont établi des partenariats avec des ONG africaines. Les objectifs incluent la promotion du développement durable, la paix et la sécurité, la protection des droits de l'homme, le renforcement des capacités des institutions locales et la coordination entre les pays africains et les partenaires internationaux.

Association genevoise, créée en 1999, modeste mais dynamique et efficace, forte de plus de 200 projets grâce à ses donateurs institutionnels, majoritairement une 15^{aine} des 45 Communes du Canton de Genève, **Ushagram Suisse** a travaillé plus de 10 ans **en Inde** au Bengale Occidental, plus de 10 ans en Orissa pour des autochtones et enfin 10 ans **au Liban** au service d'enfants réfugiés syriens.

Comme à chaque fois, un déclencheur humain fut à l'origine de l'implantation : présence de l'expatriée fondatrice au Bengale, rencontre du fondateur du site de développement en Orissa, ex-secrétaire franco-libanaise.

Plusieurs éléments ont suscité la réflexion sur l'opportunité de **changer de zone géographique** : les conflits exacerbés au Moyen-Orient dans la foulée du dernier cycle de 10 ans d'activité de l'association au Liban ; notre absence de visites de terrain depuis le COVID, malgré le suivi efficace des audits ; la présence fréquente de notre directeur, responsable du terrain, en Afrique depuis ces dernières années.

Son **expérience de l'Afrique** nous alerte d'ailleurs sur certains des éléments frappants de réalité du terrain (voir chiffres en fin de document) : au Sénégal, 60% de la population a moins de 20 ans ; or en 2023, 75% d'entre eux souhaitaient **migrer vers l'Europe** "par n'importe quel moyen". C'est toujours le cas en 2024. La seule chose qui les retient, ce sont les coûts (environ 1'000 euros le passage, soit 3 à 5 mois de revenu moyen). Les risques d'une telle aventure n'ont pas d'effet dissuasif : 10 jours de pirogue à découvert pour 1'500 km de traversée jusqu'aux Canaries avec 15% des 40'000 émigrants sénégalais illégaux (chiffres à multiplier par 2 selon le terrain) qui périssent en route (soit 6 à 12'000 par an). Selon RFI, dans les 10 premiers mois de 2023, 90% des 27'000 migrants

arrivés sur les côtes espagnoles étaient sénégalais. Et on ne parle pas des pays voisins du Sénégal moins bien lotis migrant vers ce pays. Selon l'ONU, 7 millions de personnes sont déplacées en Afrique de l'Ouest à cause des conflits.

Même si le Sénégal est la **4^{ème} économie de la sous-région**, le pays demeure **170^e sur 191 pays en indice de développement humain**, l'inflation est de 10% et la croissance de 3,7% n'endigie pas la pauvreté grandissante. Le taux d'occupation n'est que de 45%. 67% de la population a accès à l'électricité et 58% à internet – les deux, plus chers qu'en Suisse –, mais il s'agit de l'internet des vidéos courtes de Facebook et de Tiktok et des "selfies", pas de l'internet d'accès à la connaissance et à l'information. Le système éducatif est très lacunaire ; les salaires, quand il y en a, très bas et la vie est chère. Même si un salaire peut être une aubaine, il n'y a ni contrat ni protections. Beaucoup de produits sont importés, jusqu'aux oignons de Hollande, qui sont pourtant une des bases de l'alimentation. La survivance des familles étendues dépend souvent d'un seul revenu. Vue d'un pays sans assurance maladie, sans couverture sociale ni retraite, l'Europe représente toujours les opportunités, l'abondance et le succès. **Le mythe de l'eldorado** fait toujours recette, les migrants ne pouvant avouer à leurs familles restées au pays leur situation misérable et les candidats à la migration étant obstinément aveugles aux difficultés réelles de la vie en Europe.

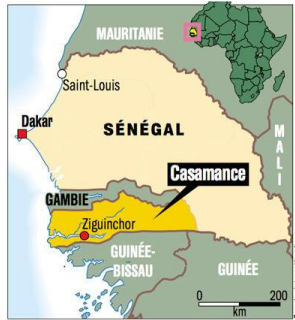
Les défis comme le manque d'esprit professionnel, de culture du résultat, du travail bien fait, du respect des délais, les problèmes de gouvernance, l'éthique lacunaire, la corruption généralisée, la compétition voire l'abus sans scrupules des concitoyens, font qu'il est difficile d'y imaginer un avenir. Ce qui sauve, c'est l'entraide de la famille étendue, la débrouillardise et l'inventivité.

Un court séjour suffit pour noter les **besoins importants** : création de nouvelles opportunités économiques durables, notamment pour les jeunes et les femmes, augmentation de la résilience des populations, développement rural, développement des services essentiels (électricité, eau), protection de la biodiversité, contre l'érosion, indépendance alimentaire, soutien à l'éducation et la formation, à l'entrepreneuriat, entraide Nord-Sud. Il est important de créer les conditions permettant aux jeunes forces vives de rester au pays plutôt que de risquer l'exode dangereuse et hasardeuse, comme de soutenir les femmes, piliers indéfectibles des sociétés rurales.

La proposition d'Ushagram

Nous proposons de commencer notre travail en Afrique par la **Basse Casamance**, au Sud du fleuve, proche de la Guinée Bissau, en particulier, un village de pêcheurs sur les rives du fleuve, Pointe Saint-

Georges. Notre directeur a séjourné plusieurs mois dans cette région a eu l'opportunité de côtoyer ces villageois sur la durée. Peuplé de l'ethnie "diola" (8% du SN), communauté catholique, travailleuse, honnête et intelligente, les 200 personnes peuplant ce village seraient des récipiendaires méritants d'une aide au développement. Ce village fait face à plusieurs défis nécessitant un soutien, sur les plans de l'autonomie alimentaire, de l'éducation des enfants, de la connectivité, du ralentissement de l'érosion du rivage, de la baisse des revenus de la pêche, de l'entrepreneuriat artisanal, du groupe d'entraide des femmes, de la santé et de l'exode rural.



Le **premier projet** prévu propose de remettre en état le jardin potager du groupe d'entraide des femmes, ce qui inclue sa clôture hybride en dur et en grillage et la mise en place d'irrigation par goutte à goutte. **D'autres projets** sont également proposés comme une unité solaire de fabrication et de stockage de glace pour la pêche ; aujourd'hui acheminée sur 65km, pendant 1h30. Elle pourrait être également vendue aux pêcheurs voisins ; comme l'équipement de la case de santé et le rafraîchissement de la formation de deux personnes en tant qu'agente de soins communautaires et matrone (sage-femme traditionnelle) ; la réfection des sanitaires dysfonctionnels de l'école, l'étanchéité de sa toiture et la remise en état du mobilier ; la fourniture d'une 2^e barque communautaire pour désenclaver le village pendant les pluies abondantes rendant la piste d'accès en latérite de 14km difficilement praticable. Selon le succès de ces projets, **l'année suivante** pourrait concerner le renforcement de l'éducation du village par le soutien à l'école locale et l'amélioration de l'enseignement, l'internet par satellite ; le soutien aux productions artisanales à la fois pour l'utilisation propre et pour la revente sur les marchés : balais, corbeilles, éventails etc., entre autres. **Pendant ce temps-là**, d'autres communautés et projets pourraient être recherchés dans la région ou d'autres. Le potentiel est énorme. Surtout dans le domaine du développement rural, couvrant l'activité des femmes, les initiatives pour garder les jeunes sur place, l'éducation et la formation etc.

Le Sénégal en quelques chiffres

Généralités

Pays grand comme 4.7 fois la CH

18 Mi d'habitants

(3 Mi hors du SN, contribuant 12% du PIB)

50% habitant en zone rurale

60% de la population a moins de 20 ans

69% enfants scolarisés

67% d'accès à l'électricité

58% d'accès à internet

40% des jeunes citadins sont au chômage

37% de la population vit sous le seuil de pauvreté

45% de taux d'occupation

69 ans : espérance de vie

9 personnes : taille moyenne des ménages
 2,5 % : croissance annuelle de la population
 92 hab. / km² : densité moyenne de la population
 97% musulmans et 2.3% chrétiens
 Diverses ethnies, dont 8% de diolas
 (divers sous-groupes parlant diverses langues)

Politique et économie

Un des pays politiquement les plus stables d'Afrique

Alternances globalement pacifiques

21^e économie africaine sur 54 pays

4^e économie de la sous-région après le Nigéria, la Côte d'Ivoire et le Ghana

Dette nationale estimée à 57% du PIB

3.7% de croissance, sans qu'elle profite au peuple dont la pauvreté augmente

Entre 6 et 10 % d'inflation

170^e sur 191 pays en indice de dévelop. humain

40% du réseau routier non goudronné

Exploitation d'hydrocarbures prévue

La pêche et agriculture

700 km de côtes

3.2% du PIB provient de la pêche, 12% du PIB du secteur primaire (chiffres officiels)

17% de la population active dans la pêche

80% de la pêche étant artisanale, elle souffre sévèrement du pillage de la part de grand pays – entre autres, les faux chalutiers sénégalais, en fait étrangers ; les accords officiels avec les pays du Nord conclus au détriment des pêcheurs ; les usines flottantes de farine et d'huile de poisson (pour nourrir... le poisson d'élevage à l'étranger) ; la corruption des autorités ; etc. – d'où une surexploitation des ressources, l'appauvrissement des stocks et la misère croissante de la population dépendant de la pêche.

75% des apports en protéines de la population provient du poisson.

75% de la population active employée dans l'agriculture / l'élevage participant pour 15% au PIB.

Pays sans assurance maladie et sans système de retraite sauf pour une minorité

75% des jeunes souhaitant quitter le pays, *par n'importe quel moyen*

Migration

Officiellement, environ 40'000 personnes par an tentent l'immigration illégale par pirogue, en général vers les Canaries (Espagne, 1'500 km par la mer) et 15% d'entre eux périraient en chemin ; probablement beaucoup plus. Selon divers experts et travailleurs sociaux, les chiffres réels se rapprocheraient plutôt du double.

Le Sénégal serait le 10^e pays de migrants en EU. Les entraves à la mobilité internationale et le durcissement de l'accès aux visas imposés par le Nord seraient à l'origine d'une augmentation de l'immigration illégale par des itinéraires et filières à risque. Selon RFI, dans les 10 premiers mois de 2023, 90% des 27'000 personnes arrivées aux Canaries étaient de nationalité SN.

Mais le SN est aussi un pays de migration, traversé par des populations de pays d'Afrique de l'Ouest moins bien lotis, migrant vers le Nord. Du fait des conflits, il y aurait environ 7 millions de déplacés dans la sous-région. A part cela, 1 million d'immigrés guinéens vivent au Sénégal (soit 5.5 % de la population), outre des Gambiens, des ressortissants de RCA, de Mauritanie et de Côte d'Ivoire.

Sources : Banque mondiale, Agence sénégalaise de la statistique, Wikipedia, HCR, infomigrants, migration-control.info, RFI, La Croix, etc

